

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

**MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE PORTANT SUR
DES TRAVAUX D'EXTENSION ET
D'AUGMENTATION DE LA VITESSE DU TAPIS
ROULANT DE LA SOUFFLERIE A VEINE LONGUE
(SVL) DE L'INSTITUT AEROTECHNIQUE (IAT)- Cnam**

CCAP n° 25-007

Conservatoire national des arts et métiers

292 Rue Saint Martin
75141 PARIS CEDEX 03

SOMMAIRE

Préambule.....	4
1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 – Missions	5
4.1 – Eléments de la mission de maîtrise d’œuvre	5
4.2 – Contrôle technique	6
4.3 – Ordonnancement, pilotage, coordination	6
4.4 – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.....	6
4.6 – Mode de dévolution des travaux.....	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
6 – Prix.....	7
7 - Révision du prix du marché de maîtrise d’œuvre	7
8 – Avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2 – Modalités de règlement de l’acompte	9
9.3 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.4 - Délai global de paiement.....	10
9.5 - Paiement des cotraitants.....	10
9.6 - Paiement des sous-traitants.....	10
9.7 – Phase travaux.....	10
9.7.1 – Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.....	10
9.7.2 – Visa des études faites par les entrepreneurs	11
9.7.3 – Vérification du projet de décompte final de l’entrepreneur.....	11
10 – Coût prévisionnel des travaux	11
10.1 – Généralités	11
10.2 – Conditions économiques d’établissement	11
10.3 – Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	12
10.4 – Seuil de tolérance.....	12
11 – Coût de référence des travaux	12
12 – Coût de réalisation des travaux	12
12.1 – Généralités	12
12.2 – Conditions économiques d’établissement	12
12.3 – Tolérance sur le coût de réalisation des travaux	12
12.4 – Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux.....	12
12.5– Comparaison entre réalité et tolérance.....	12
12.6 – Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance	13
12.7 – Mesures conservatoires	13
13 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
13.1 – Ordres de service	13
13.1.1 Ordres de service délivrés par le maître d’œuvre	13
13.1.2 Ordres de service délivrés par le maître d’ouvrage	13
13.2 – Protection de la main d’œuvre et conditions de travail	13
13.3 – Présentation des livrables	14
13.4 – Arrêt de l’exécution de la prestation	14
13.5 – Suivi de l’exécution des travaux	14
13.6 – Achèvement de la mission.....	14
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	15
15 - Constatation de l'exécution des prestations.....	15
15.1 – Vérifications.....	15
15.2 - Décision après vérification	15
16 - Garantie des prestations	15
17 – Pénalités	15
17.1 – Pénalités de retard	15
17.1.1 - Pénalité pour retard dans la vérification des projets de décompte	15
17.1.2 - Pénalité pour retard dans la notification des ordres de service	15
17.1.3 - Pénalité pour retard dans l’établissement de la proposition de réception des travaux	15
17.2 – Pénalités pour absence aux réunions de chantiers	16
17.3 – Pénalité pour dépassement du seuil de tolérance	16
17.4 – Pénalité pour non-conformité aux prescriptions du CCTP ou du mémoire technique de l’attributaire	16
17.5 – Vis-à-vis de la vie sociale de la société	16
17.6 – Pénalité pour travail dissimulé.....	16
18 – Assurances – Obligations du maître d’œuvre	16
18.1 – Responsabilité professionnelle	16
18.2 – Attestation d’assurance	16
19 - Résiliation du contrat.....	17

19.1 - Conditions de résiliation	17
20 - Règlement des litiges et langues	18
21 – Dérogations	18

Préambule

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Doté du statut de grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il est placé sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

La procédure de consultation utilisée dans le présent marché est la procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique (ci-après CCP).

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

L'opération objet de la présente consultation, consiste en une mission de maîtrise d'œuvre portant sur les travaux d'extension d'un tapis roulant pour la soufflerie à veine longue (SVL) de l'Institut AéroTechnique (IAT), rattaché au Conservatoire National des Arts et Métiers (le Cnam). L'IAT est situé au 15 rue Marat à Saint-Cyr l'École dans le département des Yvelines (78210)

Le détail de l'opération et des prestations est décrit par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prestations attendues sont les suivantes :

Mission de maîtrise d'œuvre

Eléments de mission de base :

- PRE Etudes préliminaire ;
- AVP Etudes d'avant-projet ;
- PRO Etudes de projet PRO ; dont DCE
- ACT Assistance pour la passation des contrats de travaux ;
- VISA Visa des études d'exécution et de synthèse ;
- DET Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- AOR Assistance lors de la réception et pendant la garantie de parfait achèvement ;
- DOE Dossier des ouvrages exécutés.

Mission complémentaire :

- EXE Etudes d'exécution (mission partielle, limitée à l'établissement des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire.

Lieu d'exécution : 15 rue Marat, 78210 Saint-Cyr-L'Ecole.

1.2 – Décomposition du contrat

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement.

Les prestations de maîtrise d'œuvre attendues dans le cadre du présent marché sont de même nature et répondent à un besoin indissociable. La réponse sur ce besoin doit être une réponse globale.

Compte-tenu de ces éléments, l'intervention de plusieurs prestataires est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution du marché. La dévolution en lots séparés n'est donc pas possible, dans le cadre du présent marché et serait de nature, dans ce cas particulier, à rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du CCP.

1.3 – Modification du contrat

Le présent contrat pourra faire l'objet de modifications dans les hypothèses prévues par les articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du CCP, conformément aux stipulations de l'article L.2432-2 du même code.

Le Cnam et le prestataire pourront négocier un avenant au présent marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative impérative ou des autorités publiques, ou éventuellement jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire. Dans cette hypothèse, les parties s'engagent à l'accepter, dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.
- En cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une

performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public dans ce cadre.

- En cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence. A ce titre, des modifications pourront être faites dans conditions prévues par les articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-2 à R2194-3 du CCP, en cas de travaux supplémentaires, conformément aux dispositions de l'article L.2432-2 du même code.
- Pour les modalités de variation du prix, conformément aux articles R2194-1 et R2432-7 du CCP.

Les parties s'engagent à négocier de bonne foi. En cas de désaccord persistant, les présentes stipulations continueront à s'appliquer et le Cnam conservera la possibilité de recourir à un autre prestataire, dans les conditions du présent CCAP.

1.4 – Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement de l'article R2122-7 du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché, sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du titulaire et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021, NOR: ECOM2106877A) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles, postérieurs à la notification du marché.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-MOE.

De surcroît, le personnel du titulaire reste en permanence sous son autorité et sa surveillance exclusive ; le titulaire est responsable des accidents ou des vols survenant par le fait de son personnel, ainsi que des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du Cnam, les renseignements lui permettant d'établir, à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie. De manière générale, les personnels du titulaire sont soumis au règlement intérieur du Cnam et ne doivent pénétrer que dans les locaux mis à leur disposition ou dans ceux où les prestations sont exécutées.

Le titulaire est également responsable de la bonne utilisation de son matériel et de celui mis à sa disposition, il doit se conformer aux prescriptions du fabricant ou du constructeur.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 – Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément aux dispositions L2410-1 à L2432-2 et R2412-1 à R2431-37 du CCP.

4.1 – Eléments de la mission de maîtrise d'œuvre

Mission de base
PRE : Etudes préliminaires
AVP Etudes d'avant-projet
PRO-DCE : Etudes de projet dont DCE et autorisation de travaux
ACT : Assistance au Maître de l'ouvrage pour la passation des marchés de travaux notamment au niveau de l'analyse des offres et les mises au point nécessaires
VISA : Visa des études d'exécution soit l'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs

DET : Direction de l'exécution du contrat de travaux
AOR : Assistance apportée au Maître de l'ouvrage lors des Opérations de Réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement
DOE : Dossier des ouvrages exécutés
Mission complémentaire
EXE partielle limitée à l'établissement des DPGF

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (1 an à compter de la réception).

Lors de la mission AOR (Assistance aux Opérations de Réception), le maître d'œuvre fournit un certain nombre de prestations, à savoir : organiser l'inspection des travaux en vue de la réception, rédiger les procès-verbaux, établir la liste des réserves éventuelles, suivre le déroulement des reprises, constater, à la date prévue, la levée des réserves en présence du maître de l'ouvrage, et enfin, assister ce dernier, jusqu'à l'achèvement de la garantie de parfait achèvement, en tant que conseil pour les désordres pouvant survenir.

Pour ne pas dépasser ce délai de 1 an, le maître d'œuvre doit veiller à mettre en œuvre toutes les dispositions du CCAG travaux et en particulier celles relatives :

- ❖ À la réception (article 41 et suivants) ;
- ❖ À la levée des réserves (article 41.6) : lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux malfaçons dans un délai fixé par le maître d'ouvrage, ou en l'absence d'un tel délai, 3 mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. A défaut, les travaux peuvent être exécutés par une autre entreprise, aux frais et risques de l'entrepreneur.
- ❖ Aux décomptes (article 13.3.2) : le projet de décompte final est remis au maître d'œuvre dans le délai de 45 jours à compter de la date de notification de la décision de réception (du maître d'ouvrage). En cas de non-respect de ce délai et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit, à la demande du maître d'ouvrage, le décompte final aux frais de l'entrepreneur (ce décompte étant notifié à l'entrepreneur avec le décompte général).

4.2 – Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique non désigné à ce stade.

Le maître d'œuvre devra tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

4.3 – Ordonnancement, pilotage, coordination

Le titulaire de la mission O.P.C. n'est pas désigné à ce jour.

4.4 – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs non désigné à ce jour.

4.6 – Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est prévue par marché séparé.

Le choix définitif du mode de dévolution sera confirmé au plus tard à la réception de l'avant-projet définitif (APD).

5 - Durée et délais d'exécution

Le marché prend effet à sa date de notification.

Les délais de réalisation de chaque élément de mission sont les suivants :

<i>Mission</i>	<i>Délai</i>
PRE	Etudes déjà réalisées – A la disposition du MOE
AVP	T0 + 2 semaines
PRO-DCE	T0 + 6 semaines
ACT – Mise au point des contrats après analyse des offres	<u>1 semaine après la commission de marchés</u>
DET	Situations de travaux à transmettre à la maîtrise d'ouvrage dans un délai de 72h après remise par l'entreprise
DOE	4 semaines après réception des travaux

<i>Mission</i>	<i>Délai</i>
EXE partiel	

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1^{er} élément de mission : date de la notification (T0),
- Autres éléments de mission ou parties d'éléments suivants : date de la validation par le maître d'ouvrage par courriel,
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

Un planning prévisionnel sera établi conjointement entre le maître d'œuvre et le pouvoir adjudicateur lors de la signature du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

La durée de l'opération est estimée à douze (12) mois.

La mission du maître d'œuvre prend fin à l'issue du délai de garantie de parfait achèvement des opérations décrites dans le CCTP.

6 – Prix

Le montant du présent marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article R2112-18 du CCP.

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché :

- Contenu de la mission fixée par le CCAP et les assurances à souscrire
- Programme
- Partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- Éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles.
- Délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- Mode de dévolution des marchés de travaux
- Durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- Découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- Continuité du déroulement de l'opération.

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération « t » fixé à l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement, si le coût prévisionnel n'est pas encore connu.

Le détail de cette rémunération joint à l'acte d'engagement, donne la répartition des honoraires par éléments de la mission prévue.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux. Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération « t » fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux, établi lors des études de projet et sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant sera établi en vue de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage ainsi que le forfait définitif de rémunération.

La rémunération étant forfaitaire, son montant ne sera affecté d'aucun réajustement en cas de modification du coût des travaux qui pourrait intervenir après l'établissement des études de projet sauf et uniquement s'il s'agit d'une modification de programme exigée par le maître d'ouvrage nécessitant une reprise des études déjà effectuées à ce stade.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études (défini à l'article 10.2 du présent CCAP).

Suite à l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux, la rémunération provisoire est remplacée par la rémunération définitive établie lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage du projet.

7 - Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre

Les prix du marché sont révisables.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ", soit le mois d'**août 2025**.

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché par application aux prix du marché d'un coefficient P donné par la formule suivante :

Le prix (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 \times B_1 / B_0$$

P = nouveau prix de règlement,

P₀ = prix initial,

B₁ = dernier indice BtoB connu publié à la date anniversaire de la notification du marché

B₀ = indice BtoB connu le jour de la date limite de réception des offres

L'indice BtoB retenu pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût de la prestation est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.1 – Services d'architecture, d'ingénierie et de conseil technique – Base 2015 – Identifiant 010546123 publié sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546123>).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Si l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier indice publié.

Une fois l'indice requis publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

En cas de suppression pure et simple de(s) indice(s), il sera retenu un (des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties. A défaut, ce dernier sera désigné par le tribunal compétent saisi par la partie la plus diligente.

8 – Avance

Pour l'application de cet article, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-MOE est retenue.

Une avance de 5% est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L2191-2 à L2191-3 et R2191-3 à R2191-12 du CCP.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans les conditions prévues aux articles R2193-17 à R2193-21 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Chaque règlement fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

• Echéancier des acomptes

Les paiements sont effectués, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément aux articles R2191-23, R2191-25 et R2191-26 du CCP, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

MISSIONS	EXIGIBILITE DE L'ACOMPTE
PRE	80% à la remise du dossier 20 % à l'approbation du dossier par le maître d'ouvrage
AVP	80% à la remise du dossier 20 % à l'approbation du dossier par le maître d'ouvrage
PRO-DCE	80% à la remise du dossier 20 % à l'approbation du dossier par le maître d'ouvrage
ACT – Mise au point des contrats après analyse des offres:	80% à la remise du dossier 20 % à l'approbation du dossier par le maître d'ouvrage
DET	Par acomptes mensuels justifiés par rapport à l'avancement du chantier et limités à 95% de la mission 5% à la remise du décompte général définitif
AOR	65 % au prorata des réceptions effectuées 30 % à la levée des réserves et à la remise du dossier des ouvrages exécutés 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement
EXE partiel	Acompte mensuel à terme échu, au prorata de l'avancement de

• Remise de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement au maître d'ouvrage intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Les factures doivent faire apparaître le n° de marché et le n° de bon de commande et doivent contenir un certificat de situation qui fera état des situations antérieurs et de la situation actuelle, le montant des sous-traitants de l'avance et des RG. Les factures doivent être déposées sur Chorus pro. Lors du dépôt est demandé le code service qui est travaux et le n° d'engagement qui correspond au n° du bon de commande qui sera transmis par la personne référente au sein du Cnam. Sans ces informations, les factures seront rejetées sur Chorus, c'est au titulaire de veiller que les factures ne soient pas refusées sur Chorus.

Dans le cas de sous-traitant ou de co-traitant, ils doivent déposer leurs situations sur Chorus pro avec validation par le titulaire sur Chorus pro, auquel le titulaire doit ajouter le certificat de paiement en direct.

Les factures du sous-traitant/co-traitant doivent également comporter le n° de marché et le numéro de bon de commande du titulaire accompagné du certificat de paiement en direct.

• Acceptation de la demande de paiement

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement.

Il la complète en faisant apparaître le cas échéant, les pénalités appliquées. Si des pénalités pour retard sont appliquées, celles-ci font l'objet d'un décompte des pénalités spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard, et les dates d'échéance contractuelles retenues.

En cas de rectification, le maître d'ouvrage règle dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement les sommes rectifiées.

9.2 – Modalités de règlement de l'acompte

Les modalités de règlement des comptes seront réglées au titulaire selon les dispositions de l'article 11 du C.C.A.G.-MOE.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments de la phase étude, antérieurs à l'élément Avant-Projet Définitif seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé, si nécessaire, à un réajustement à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément Avant-Projet Définitif.

Ce réajustement consistera en une augmentation ou en une réduction du montant des acomptes relatifs aux éléments de missions précédant l'élément Avant-Projet Définitif.

9.3 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-MOE et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établis HT et TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Les factures sont toutes adressées **envoyées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées au CNAM, devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CNAM en tant que destinataire de la facture : 197 534 712 00017
- Le code service exécutant que vous trouverez sur le bon de commande,
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

NOTA BENE : Les factures doivent faire apparaître le n° de marché et le n° de bon de commande et doivent contenir un certificat de situation qui fera état des situations antérieures et de la situation actuelle, le montant des sous-traitants de l'avance et des RG. Les factures doivent être déposées sur Chorus pro. Lors du dépôt est demandé le code service qui est travaux et le n° d'engagement qui correspond au n° du bon de commande qui sera transmis par la personne référente au sein du Cnam. Sans ces informations, les factures seront rejetées sur Chorus, c'est au titulaire de veiller que les factures ne soient pas refusées sur Chorus.

En cas de sous-traitance ou cotraitance, les situations doivent être déposées sur Chorus pro avec validation par le titulaire sur Chorus pro, auquel le titulaire doit ajouter le certificat de paiement en direct.

Les factures du sous-traitant/co-traitant doivent également comporter le n° de marché et le numéro de bon de commande du titulaire accompagné du certificat de paiement en direct.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi etc... doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

9.6 - Paiement des sous-traitants

Pour le paiement des sous-traitants, le maître d'œuvre transmet au Cnam, en même temps que son propre projet de décompte, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation. Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites à l'article 9.

La demande de paiement du sous-traitant peut tenir compte d'une clause de révision ou d'actualisation de prix, prévue au contrat de sous-traitance et précisée dans l'acte spécial.

9.7 – Phase travaux

9.7.1 – Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder conformément à l'article 13 du C.C.A.G.-Travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/2000 du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte des travaux correspondant.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables est également appliquée.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du C.C.A.G. - MOE, toute pénalité est due.

9.7.2 – Visa des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du Maître d'œuvre.

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

Le visa du maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

9.7.3 – Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du C.C.A.G.-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 10 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/2000 du montant du décompte général.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables est également appliquée.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du C.C.A.G. - MOE., toute pénalité est due.

10 – Coût prévisionnel des travaux

10.1 – Généralités

L'exécution des études d'Avant-Projet Définitif permettra au maître d'œuvre de s'engager sur un coût prévisionnel des travaux. Le maître d'œuvre s'engage, dès le commencement de ses prestations, à respecter l'enveloppe budgétaire arrêtée par le maître d'ouvrage, telle que fixée par l'acte d'engagement.

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage dans l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage refusera de réceptionner les prestations et demandera au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Le montant de l'enveloppe prévisionnelle des travaux pourra être dépassé, si cette augmentation, dûment justifiée par le maître d'œuvre, est acceptée expressément et préalablement à la remise des études d'avant –projet définitif.

La reprise de ses études devra respecter les délais d'exécution de ses missions, tels que fixés par l'article 5 du présent CCAP. A défaut, le maître d'œuvre se verra infliger des pénalités de retard, dans les conditions prévues par l'article 17 ci-après.

Après réception de l'Avant-Projet Définitif par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues aux articles 10.4 et 11 ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais éventuels de contrôle technique ;
- de la prime éventuelle de l'assurance « dommages » ;
- de tous les frais financiers.

10.2 – Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo, correspondant au mois de remise des offres, soit le mois de **août 2025**.

10.3 – Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 3,00 %.

10.4 – Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 10.3. L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

11 – Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur. Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

12 – Coût de réalisation des travaux

12.1 – Généralités

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un avenant fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

12.2 – Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'offre ou des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

12.3 – Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 3,00 %.

12.4 – Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 12.3.

12.5– Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

12.6 – Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 12.4, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération t des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

12.7 – Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 12.4, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

13 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

13.1 – Ordres de service

13.1.1 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de 8 jours dans les conditions précisées à l'article 3.8 du C.C.A.G.-Travaux.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard - compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés - est fixée à 1/2000^e du montant du marché.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- au passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus.

13.1.2 Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre dans les conditions fixées par l'article 3.8 du CCAG-MOE :

Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission)
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles
- Les stipulations de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE s'appliquent, le cas échéant.

Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appelle des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires, le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

13.2 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G.-MOE., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. De plus, la coordination d'hygiène et de sécurité sera prévue dans les conditions de l'article 4.4 du présent C.C.A.P.

13.3 – Présentation des livrables

	Point de départ des délais de présentation des études	Nombre d'exemplaires
AVP	A la date d'effet indiquée correspondant à l'élément de mission (validation par courriel)	1 ex PDF
PRO-DCE	A la date d'effet indiquée correspondant à l'élément de mission (validation par courriel)	1 ex PDF
ACT – Mise au point des contrats après analyse des offres:	A la date d'effet indiquée correspondant à l'élément de mission (validation par courriel)	1 ex papier + 1 ex PDF
DET	A la date d'effet indiquée correspondant à l'élément de mission (validation par courriel)	1 ex PDF
DOE	A la date d'effet indiquée correspondant à l'élément de mission (validation par courriel)	1 ex papier + 1 ex PDF
EXE partiel	A la date d'effet indiquée correspondant à l'élément de mission (validation par courriel)	1 ex PDF

Le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans les meilleurs délais.

Tous les Fichiers DWG et au format Excel ou autres fichiers sources doivent être transmis en fin d'études. En phase intermédiaire, dans le cadre d'un travail à faire en commun de mise au point avec la maîtrise d'ouvrage, par commodité des Fichiers WORD et EXCEL peuvent être demandés par la maîtrise d'ouvrage.

Ces documents seront accompagnés en outre de tout support permettant leur reproduction.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents mentionnés ci-dessus dans le cadre de l'opération envisagée.

Les délais d'approbation des documents sont fixés au 15.1 du CCAP.

13.4 – Arrêt de l'exécution de la prestation

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, chacune étant distincte et assortie d'un prix, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques pour chaque élément de mission tel que défini à l'article 4.1 du présent C.C.A.P.

13.5 – Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Le maître d'œuvre, mandataire du groupement, est tenu d'assurer lui-même la direction de l'exécution des travaux. En outre, il a l'obligation de se faire assister aux réunions de chantier hebdomadaires par au moins un représentant du ou des bureaux d'études.

Le maître d'œuvre proposera à l'agrément du Maître d'ouvrage, avec leur curriculum vitae, les noms de toutes les personnes chargées d'assurer avec lui la direction du chantier.

Il ne pourra déléguer la partie de cette mission que concerne la participation physique à toutes les réunions de chantier qu'avec l'accord préalable écrit du Maître d'ouvrage sur le nom de son représentant.

Dans le cas où cet accord serait donné, le maître d'œuvre devra néanmoins participer personnellement à :

- Une réunion par mois ;
- La ou les visites de chantier programmée(s) par le Maître d'ouvrage ;
- Aux opérations de réception des travaux ;
- Aux réunions plénières de maîtrise d'ouvrage.

Un journal de chantier sera ouvert, où seront consignées les visites et les constatations du maître d'œuvre.

13.6 – Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (tel qu'il est prévu à l'article 44.1. 2^o alinéa du C.C.A.G.-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne

sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Les stipulations des articles 22 à 24 du CCAG MOE s'appliquent au présent article.

15 - Constatation de l'exécution des prestations

15.1 – Vérifications

La durée de validation des livrables par le pouvoir adjudicateur, prévus par l'article 13.3 du présent CCAP est estimée à deux (2) semaines à compter de la date de livraison, par dérogation aux articles 20 et 21 du CCAG-MOE.

15.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG-MOE.

16 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Cette garantie est distincte de la garantie légale de parfait achèvement.

17 – Pénalités

Les retards et manquements sont appréciés pour chaque prestation indépendamment des autres. Il ne peut être appliqué de pénalité, si le retard est imputable au Cnam.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire ; la fixation de leur montant déroge à l'article 16 du CCAG MOE. En particulier, il n'est prévu aucune exonération par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAP-MOE et leur montant n'est pas plafonné, par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAP-MOE.

Elles seront appliquées sans mise en demeure préalable.

Si en dépit des pénalités appliquées par le Cnam, le titulaire ne corrige pas ses prestations, le Cnam peut soit continuer à appliquer les pénalités contractuelles ci-dessous mentionnées, soit rompre le marché, sans indemnités, aux frais et risques de l'entrepreneur.

Les frais de manutention et de transport qui naissent d'un ajournement ou du rejet d'une prestation sont à la charge du titulaire.

17.1 – Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison, fixé à l'article 5 du présent CCAP, est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1/50^{ème} du montant de la mission concernée.

En ce qui concerne la remise des éléments de mission visés à l'article 5 précité, il est expressément précisé que la date de remise vise la remise des documents définitifs. L'application des pénalités commencera à courir au premier jour de retard. La remise de documents intermédiaires ne suspend l'application des pénalités sauf accord exprès du maître d'ouvrage.

17.1.1 - Pénalité pour retard dans la vérification des projets de décompte

Les pénalités qui s'appliquent dans ces cas spécifiques sont celles définies à l'article 9.7.

17.1.2 - Pénalité pour retard dans la notification des ordres de service

Les pénalités qui s'appliquent dans ces cas spécifiques sont celles définies à l'article 13.1.

17.1.3 - Pénalité pour retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux

Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG MOE, en cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, une pénalité journalière forfaitaire de 100€ HT par jour de retard.

Le délai d'établissement de la proposition de réception des travaux est celui fixé par le planning détaillé de l'ensemble des opérations.

17.2 – Pénalités pour absence aux réunions de chantiers

Du simple fait de la constatation par le Cnam de l'absence du titulaire du marché à une réunion de chantier, sans que ce dernier n'ait fait parvenir au moins 48 heures avant la date prévue, la justification de son absence, une pénalité de 1/50^e du montant de la mission concernée par manquement sera appliquée.

Si le volume des pénalités est supérieur à un montant de 2500 € et que le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le Cnam peut continuer à appliquer la pénalité contractuelle de 250 € ci-dessus mentionnée, soit rompre le marché, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire.

17.3 – Pénalité pour dépassement du seuil de tolérance

Les pénalités sont définies à l'article 12.6.

17.4 – Pénalité pour non-conformité aux prescriptions du CCTP ou du mémoire technique de l'attributaire

Sans préjudice des frais de réparation et dommages et intérêts dus par le titulaire suite à l'inobservation des prescriptions du CCTP, l'infraction aux dites prescriptions entraînera du simple fait de leur constatation par le maître d'ouvrage l'application de pénalités d'un montant de **200,00 € H.T.** par infraction et par jour calendaire :

En cas de non respect par le titulaire des engagements pris dans son mémoire technique, particulièrement en ce qui concerne la composition de son équipe et la répartition des prestations, le maître d'ouvrage lui adressera une mise en demeure. A l'expiration du délai contenu dans la mise en demeure, si le titulaire ne démontre pas respecter les engagements contenus dans son offre, des pénalités d'un montant de 200,00 € H.T. par jour calendaire seront appliquées.

17.5 – Vis-à-vis de la vie sociale de la société

Du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas prévenu d'une modification de sa vie sociale, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par manquement et le remboursement des frais postaux impliqués.

En cas de récidive, cette pénalité est portée à 200 € par manquement.

17.6 – Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

18 – Assurances – Obligations du maître d'œuvre

18.1 – Responsabilité professionnelle

Le maître d'œuvre (contractant unique ou cotraitant d'un groupement) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, causés au Maître d'ouvrage ou aux tiers au contrat.

Le maître d'œuvre est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

18.2 – Attestation d'assurance

Conformément aux stipulations de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'attestation d'assurance devra préciser :

- les activités assurées et les périodes de validité des garanties,
- la garantie décennale éventuelle conforme à l'obligation légale,
- la garantie décennale éventuelle pour les ouvrages ne relevant pas de l'obligation légale,
- les garanties et leurs montants,

- la limite maximale du coût des ouvrages, pour lesquels les garanties sont accordées.

Dans tous les cas, l'architecte a l'obligation de s'assurer pour exercer son activité professionnelle conformément à la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE, avec les précisions suivantes :

Si le présent marché est résilié, dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplie par le maître d'œuvre et acceptée par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès, à l'incapacité civile ou à l'incapacité physique du titulaire (articles 28.1 et 28.3 du CCAG-MOE), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-4 du CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Résiliation anticipée

Le Cnam pourra mettre fin au contrat, sans versement d'indemnité au profit du titulaire, pour tout motif légitime et/ou en cas de force majeure.

En particulier, le Cnam pourra mettre fin au contrat en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations si, après deux mises en demeure, et alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par le Cnam une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Cnam devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, le Cnam fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

19.3 – Evolutions de la société, redressement ou liquidation judiciaire

L'entrepreneur doit avertir le Cnam de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le

juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles L2197-1 à L.2197-7 et R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique). Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics
Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs

Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télédéc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec de cette procédure, le litige est porté devant le tribunal administratif de Paris

Tribunal Administratif de Paris,
7 rue de Jouy, 75181 PARIS Cedex 04
Téléphone : 01 44 49 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta@juradm.fr

21 – Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - MOE
- L'article 9.7 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG – MOE
- L'article 15.1 du CCAP déroge aux articles 20 et 21 du CCAG – MOE
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 16 du CCAG - MOE
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - MOE